



Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier trimestriel (non vérifié)

**Pour les périodes de trois et neuf mois
terminées
le 31 décembre, 2014**

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

Aperçu

La Corporation commerciale canadienne (CCC) a été fondée en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la Loi »). Elle a pour mandat général de contribuer à l'expansion du commerce extérieur du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les clients étrangers, à se procurer des marchandises au Canada. La Loi confère aussi à la Corporation un certain nombre de pouvoirs, dont la capacité d'effectuer l'exportation de marchandises, en qualité de mandant ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu'elle juge utiles. Par conséquent, la CCC négocie et entreprend des accords d'approvisionnement bilatéraux de gouvernement à gouvernement, facilitant ainsi des transactions à l'exportation pour le compte des exportateurs canadiens.

Nature des activités et environnement opérationnel

De manière générale, bien qu'il ait consensus sur le fait que la profonde récession de 2008 est maintenant terminée et que l'on observe des signes de croissance, certaines faiblesses demeurent et la reprise économique mondiale est perçue comme étant fragile. On s'attend à ce que les échanges commerciaux à l'échelle mondiale augmentent à un rythme modéré jusqu'à environ 5 % par année pendant les années qui suivront les années de récession et l'on observe une évolution de l'activité économique mondiale des pays développés vers les pays émergents.

On s'attend à ce que la majorité des pays développés continuent de réduire leurs dépenses au chapitre de la défense et cherchent à limiter leurs interventions et à partager le fardeau des opérations militaires au moyen de la participation à des alliances, de la prévention des conflits et de l'impartition de la sécurité. Les pays émergents tendront pour leur part à accroître leurs capacités militaires. On s'attend également à ce que les pays continuent d'acheter de l'équipement pour lutter contre les activités illicites et le terrorisme sur leur territoire. Par ailleurs, les dépenses militaires des États-Unis devraient continuer de subir des pressions à la baisse compte tenu des budgets limités disponibles et de la réduction des ressources déployées en Iraq et en Afghanistan.

Pour la CCC, ces changements se traduisent par une baisse du volume de ses activités aux États-Unis dans le cadre de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD). Néanmoins, la Corporation joue un rôle important dans la promotion des activités canadiennes et l'accroissement des exportations au-delà des États-Unis. Elle travaille de concert avec son bassin d'exportateurs clients dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité, pour faire valoir les approvisionnements canadiens et américains des secteurs de la sécurité et de la défense qui sont prêts pour l'exportation, dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés dans les nations alliées. La stratégie relative aux secteurs d'activités de l'APPD, de la Défense et sécurité mondiale (DSM) et des Affaires commerciales internationales (ACI) que la CCC a élaborée continue de s'avérer efficace comme en témoignent la hausse des ventes pour les exportateurs canadiens et la création de

nouveaux emplois pour les Canadiens. La CCC mène à bien ces réalisations tout en gérant ses activités de façon rentable.

Faits saillants financiers

Historiquement, des contrats importants ont eu des effets considérables sur les états financiers de la Corporation. Ces contrats peuvent souvent entraîner des variations non négligeables de certains montants d'un exercice à l'autre dans l'État de la situation financière et l'État du résultat étendu. À la fin de 2009-2010, un contrat de 2,2 milliards de dollars s'étendant sur plusieurs années a été signé avec l'organisation des ventes militaires à l'étranger (VMA) du département de la Défense des États-Unis (DoD des États-Unis) pour la fourniture de véhicules blindés légers (VBL) fabriqués par General Dynamics Land Systems Canada (GDLS). La signature de ce contrat a été suivie par la conclusion, à la fin de 2013-2014, d'un contrat historique de plusieurs milliards de dollars dans le cadre du Programme de Brigades Blindées (PBB) au Moyen-Orient. Ce contrat vise la fourniture de VBL ainsi que d'équipement et de services de formation et d'appui connexes, par GDLS. Cette activité donnera lieu à des avances et des acomptes versés à des exportateurs canadiens et de la part de clients étrangers, des opérations commerciales ainsi que des coûts des opérations commerciales et des frais de service, cette année par rapport à l'année dernière.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, les opérations ont affiché un excédent net de 8,5 millions de dollars, par rapport à un déficit de 234 000 \$ enregistré pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. La hausse de 8,7 millions de dollars est attribuable à une augmentation considérable des frais de service touchés pour les premiers travaux réalisés dans le cadre du contrat lié au PBB et enregistrés pendant la période de neuf mois visée.

Vous trouverez ci-après une analyse détaillée des principales données financières de la CCC pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2014.

Analyse de l'État du résultat global

Résultats sommaires

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 décembre 2014 (en millions de dollars)	31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Hausse (Diminution) en %	31 décembre 2014 (en millions de dollars)	31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Hausse (Diminution) en %
Produits :						
Opérations commerciales – contrats de maître d'œuvre	794.3 \$	412.9 \$	92%	1 970.5 \$	1 134.7 \$	74%
Coût des opérations commerciales – contrats de maître d'œuvre	(794.3)	(412.9)	(92%)	(1 970.5)	(1 134.7)	(74%)
Frais de service	8.0	2.8	186%	18.5	8.9	108%
Autres produits	0.4	0.3	33%	0.8	0.6	33%
Produits nets	8.4	3.1	171%	19.3	9.5	103%
Charges :						
Frais d'administration	7.6	7.2	6%	21.8	21.4	2%
Dépenses de remédiation des contrats	0.1	-	- %	0.1	-	- %
Total des charges	7.7	7.2	6%	21.9	21.4	2%
Opérations liées aux services d'approvisionnement	9.0	5.9	53%	34.9	36.5	(4%)
Coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(9.0)	(5.9)	(53%)	(34.9)	(36.5)	4%
Crédit parlementaire	3.2	3.9	(18%)	11.0	11.6	(5%)
Résultats d'exploitation nets	3.9 \$	(0.2) \$	2 050%	8.5 \$	(0.2) \$	4 350%

Produits : Général

Les produits sont composés des recettes découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service, des autres produits, des produits d'intérêts nets et des gains (ou pertes) de change. Il est important de souligner que comme un intermédiaire dans le cadre des échanges commerciaux internationaux, les produits tirés des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre sont entièrement compensés par les coûts de ces mêmes transactions.

Une fois les coûts des opérations commerciales compensés, les produits totaux ont été de 19,3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 alors qu'ils avaient été de 9,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 9,8 millions de dollars ou de 103 %.

Une fois les coûts des opérations commerciales compensés, les produits totaux ont été de 8,4 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 alors qu'ils avaient été de 3,1 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 1 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 5,3 millions de dollars ou de 171 %.

Produits : Opérations commerciales

La somme constatée au titre des opérations commerciales rend compte de la valeur des biens ou des services fournis ou des travaux réalisés une fois qu'un contrat a été signé et qu'il est entré en vigueur. Les opérations commerciales ont été de 1 970,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, alors qu'elles avaient été de 1 134,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 835,8 millions de dollars ou de 74 %. Les opérations commerciales ont été de 794,3 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, alors qu'elles avaient été de 412,9 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 381,4 millions de dollars ou de 92 %.

La valeur des opérations commerciales dans le cadre de l'APPD de 452,5 millions de dollars, qui représente 23 % de la valeur totale des opérations commerciales de la Corporation, a été de 407,9 millions de dollars ou 47 % inférieure à la valeur enregistrée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Des opérations commerciales totales constatées dans le secteur lié à l'APPD, une somme de 103,9 millions de dollars est liée aux projets de VBL, alors que le chiffre était de 400,5 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2013. On prévoit une baisse des opérations commerciales liées à l'APPD jusqu'à la fin de la période de livraison prévue dans le cadre du contrat sur les VBL conclu avec la VMA des États-Unis en 2009. Ce contrat de 2,2 milliards de dollars, le plus gros jamais signé par la CCC avant 2013-2014, a permis à cette dernière d'afficher des résultats très élevés au chapitre des opérations commerciales au cours des dernières années.

Les opérations commerciales dans le secteur DSM, de 1 313,3 millions de dollars, représentent 67 % des opérations commerciales totales de la Corporation et étaient de 1 191,8 millions de dollars ou 981 % supérieures à celles enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. La Corporation commence à tirer profit du nombre constant ou croissant de contrats dans le secteur DSM qui ont été signés au cours des dernières années et qui contribuent à un nombre constant ou croissant d'activités de livraison par année. Il est important de souligner que 1 130,1 millions de dollars ou 86 % des opérations commerciales totales dans le secteur DSM ont été enregistrés à la suite des activités initiales menées dans le cadre du contrat lié au PBB.

Les opérations commerciales dans le secteur d'activité ACI, de 204,7 millions de dollars, comptent pour 10 % des opérations commerciales totales de la Corporation, et étaient de 51,9 millions de dollars ou de 34 % supérieures à celles enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable à une augmentation des activités liées à la réalisation de projets menés dans le cadre du Programme de loterie de la Corporation en Amérique centrale et à la conclusion d'un contrat de 41,3 millions de dollars avec le Bangladesh visant la fourniture de potasse.

Produits : Frais de service

La CCC n'impose pas de frais pour les transactions effectuées dans le cadre de ses activités liées à l'APPD, car ces transactions sont entièrement financées par le crédit parlementaire. Ça a été le cas pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014. Dans ses secteurs d'activité ACI et DSM, et pour ses services, la Corporation impose des frais qui correspondent habituellement à un pourcentage de la valeur du contrat, et à des taux négociés, respectivement. Ces frais sont considérés comme un produit lorsque les services sont rendus. Les frais de service facturés ont été de 18,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, alors qu'ils avaient été de 8,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 9,6 millions de dollars ou de 109 %. Les frais de service facturés ont été de 8,0 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, alors qu'ils avaient été de 2,8 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une hausse de 5,2 millions de dollars ou de 187 %.

Les frais de service enregistrés dans le secteur d'activité DSM, de 13,1 millions de dollars, comptent pour 71 % des frais de service totaux facturés, et étaient de 9,7 millions de dollars ou de 283 % supérieurs aux frais de 3,4 millions de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. La hausse des frais était proportionnelle à la hausse susmentionnée de la valeur des opérations commerciales dans le secteur DSM. Du total de 13,1 millions de dollars enregistrés au titre des frais de service liés au secteur d'activité DSM, 8,8 millions de dollars, ou 67 %, ont été perçus en raison des activités initiales menées dans le cadre du contrat lié au PBB.

Les frais de service dans le secteur d'activité ACI, de 2,5 millions de dollars, comptent pour 13 % des frais de service totaux et ont été de 0,3 million de dollars ou 11 % inférieurs aux frais de 2,8 millions de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Cette baisse est principalement attribuable au transfert des composantes de risque du programme de passation de contrats à Cuba à Exportation et Développement Canada.

Les frais de service perçus dans le cadre des opérations liées aux approvisionnements et autres priorités du Gouvernement du Canada, de 2,9 millions de dollars, ont compté pour 16 % des frais de service totaux et ont été de 0,3 million de dollars ou de 10 % supérieurs aux frais de 2,6 millions de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Du montant de 2,9 millions de dollars, 1,6 million de dollars ou 56 % sont liés à l'entretien et à l'administration des bureaux de développement commercial en Chine pour le compte d'Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD). Une autre somme de 0,7 million de dollars, ou près de 25 % du total de 2,9 millions de dollars touchés, l'a été pour des services rendus par la CCC liés exclusivement à des activités d'approvisionnement menées à l'entière discrétion du MAECD en fonction des fonds budgétaires disponibles, pour répondre aux exigences des programmes du Ministère.

Produits : Autres

Les autres produits incluent : 1) les gains ou les pertes de change attribuables à l'appréciation ou à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les soldes de trésorerie en dollars américains à découvert; 2) les intérêts créditeurs sur les soldes de trésorerie de la Corporation; 3) les autres produits, qui découlent notamment des escomptes liés aux paiements anticipés et des virements aux exportateurs canadiens et d'autres sources diverses .

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 : 1) le gain de change de 164 000 \$, lié à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, a été inférieur de 141 000 \$ ou de 46 % à celui de 305 000 \$ affiché pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013; 2) les intérêts créditeurs, de 226 000 \$, ont été de 50 000 \$ ou de 28 % supérieurs aux intérêts créditeurs enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 de 176 000 \$; 3) les autres produits, de 450 000 \$, ont été supérieurs de 280 000 \$ ou de 165 % à ceux enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, de 170 000 \$.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014: 1) le gain de change de 100 000 \$, lié à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, a été inférieur de 101 000 \$ ou 50 % au gain de change de 201 000 \$ enregistrée pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013; 2) les intérêts créditeurs, de 97 000 \$, ont été de 44 000 \$ ou 83 % supérieurs aux intérêts créditeurs enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, de 53 000 \$; 3) les autres produits, de 227 000 \$, ont été supérieurs de 178 000 \$ ou de 363 % à ceux enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, de 49 000 \$.

Charges

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, les frais d'administration, de 21,9 millions de dollars, ont été de 0,5 million de dollars ou de 2 % supérieurs aux frais enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, les frais d'administration, de 7,7 millions de dollars, ont été de 0,5 million de dollars ou de 6 % supérieurs aux frais d'administration enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Les frais d'administration sont payés principalement en dollars canadiens et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du taux de change. Les principaux frais d'administration sont les suivants :

- La somme relative à la rémunération du personnel et aux charges connexes, de 14,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, a été identique à celle enregistrée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. La somme relative à la rémunération du personnel et aux charges connexes, de 4,8 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, a été de 77 000 \$ ou de 2 % supérieure à celle de 4,7 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. La rémunération

du personnel et les charges connexes représentent environ 64 % des frais d'administration de la CCC.

- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) fournit certains services de gestion de contrats principaux aux termes de l'APPD, pour lesquels il est payé. Au cours des dernières années, la CCC a, dans le cadre d'une initiative de rationalisation des processus d'exécution de son programme lié à l'APPD, rapatrié certains services de gestion de contrats auparavant fournis par TPSGC. Ainsi, les charges totales relatives aux services fournis par TPSGC, de 2,4 millions de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, ont été de 479 000 \$ ou de 17 % inférieures aux charges de 2,8 millions de dollars enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Les charges totales relatives aux services fournis par TPSGC, de 0,6 million de dollars, enregistrées pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, ont été de 141 000 \$ ou de 19 % inférieures aux charges de 0,8 million de dollars enregistrées pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013.
- Les montants constatés pour la location de locaux et les charges connexes pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, de 2,1 millions de dollars, ont été de 376 000 \$ ou de 22 % supérieurs à ceux de 1,7 million de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Les montants constatés pour la location de locaux et les charges connexes pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, de 0,9 million de dollars, ont été de 357 000 \$ ou de 61 % supérieurs à ceux de 0,5 million de dollars enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable au versement d'un paiement forfaitaire de 1,8 million de dollars alors que, le 26 septembre 2014, la Direction a exercé son droit de mettre fin à son bail actuel visant la location d'espaces de bureaux à compter du 30 septembre 2015. En novembre 2014, dans le but d'atteindre des objectifs de réduction des coûts à l'avenir, la Corporation a signé un nouveau bail de 15 ans visant la location de nouveaux espaces de bureaux qui prendra fin en novembre 2031.
- Les frais de déplacement et d'accueil, de 1,2 million de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, ont été de 130 000 \$ ou de 12 % supérieurs à ceux de 1,1 million de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Les frais de déplacement et d'accueil enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, de 0,4 million de dollars, ont été de 67 000 \$ ou de 14 % inférieurs à ceux de 0,5 million de dollars enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. La hausse est principalement attribuable à une augmentation des activités étant donné que ces frais sont engagés principalement dans le cadre d'activités de développement des affaires, à l'appui d'exportateurs canadiens qui souhaitent cerner des projets et décrocher des contrats en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, ainsi que dans le cadre d'activités de gestion de projets une fois ces projets et contrats signés et en vigueur.

- Le montant correspondant aux honoraires des consultants, de 0,6 million de dollars enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, est resté constant par rapport au montant enregistré pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013. Le montant correspondant aux honoraires des consultants, de 0,2 million de dollars enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, a été de 44 000 \$ ou de 16 % inférieur aux dépenses de 0,3 million de dollars enregistrées pour la période de trois mois qui a pris fin le 31 décembre 2013. Les consultants complètent le personnel de la CCC et exécutent des tâches qui demandent une expertise particulière.
- L'amortissement des actifs incorporels et la dépréciation de la propriété et de l'équipement ainsi que les coûts des améliorations locatives de 427 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 ont été de 301 000 \$ ou de 239 % supérieurs aux dépenses de 126 000 \$ enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. L'amortissement des actifs incorporels et la dépréciation de la propriété et de l'équipement ainsi que les coûts des améliorations locatives de 343 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 ont été de 301 000 \$ ou de 717 % supérieurs aux dépenses de 42 000 \$ enregistrées pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable à l'amortissement du paiement forfaitaire de 1,8 million de dollars à compter d'octobre 2014 ainsi qu'à l'amortissement accéléré du restant de la valeur nette comptable sur les améliorations locatives existantes des bureaux actuels au cours d'une période abrégée qui correspond à la date d'échéance du bail actuel du 30 septembre 2015.
- Les dépenses en logiciels, en matériel informatique et en appui connexe, de 0,4 million de dollars, enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, sans compter les salaires du personnel de gestion de l'information, qui sont inclus dans la rémunération du personnel ou les honoraires des consultants, ont été de 45 000 \$ ou de 14 % supérieures à celles de 0,3 million de dollars enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Les dépenses en logiciels, en matériel informatique et en appui connexe de 55 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 ont été de 32 000 \$ ou de 139 % supérieures aux dépenses de 23 000 \$ enregistrées pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013.
- Les autres charges, de 0,8 million de dollars, enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 ont été de 130 000 \$ ou de 21 % supérieures à celles de 0,6 million de dollars enregistrées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Les autres charges, de 0,2 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, ont été les mêmes que pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Les autres charges incluent les frais liés aux communications de la Corporation (p. ex. marketing, publicité, conception et impression de documents promotionnels), les frais des télécommunications, les frais bancaires et d'autres frais divers.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la Corporation a affiché des dépenses de remédiation de contrats de 73 000 \$, qui sont enregistrées en tant que montants réels engagés ou qui peuvent être déterminés. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, la Corporation a affiché des dépenses de remédiation de contrats de 52 000 \$, qui sont enregistrées en tant que montants réels engagés ou qui peuvent être déterminés. La Corporation compte sur des pratiques de gestion du risque solides, comme son cadre de gestion du risque d'entreprise (GRE) et des pratiques en matière de gestion des contrats saines qui contribuent au contrôle de ces dépenses.

Crédit parlementaire

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la Corporation a reçu un crédit parlementaire à hauteur de 11,0 millions de dollars, ce qui est de 577 000 \$ ou de 5 % inférieur au montant qui avait été reçu pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. La Corporation a reçu un crédit parlementaire à hauteur de 3,2 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, soit 664 000 \$ ou 17 % de moins que le montant que ce qu'elle avait reçu à ce titre pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013.

Le crédit parlementaire approuvé annuellement pour la Corporation, tels qu'inscrits dans le budget principal de 2014-2015, de 15,7 millions de dollars, seront limités à 14,2 millions de dollars conformément au Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019 approuvé récemment.

Analyse de l'État de la situation financière

Sommaire de la situation financière

	31 décembre 2014 (en millions de dollars)	31 mars 2014 (en millions de dollars)	Hausse (Diminution) en %
Actif total	3 512.1 \$	1 039.9 \$	238%
Passif total	3 491.1 \$	1 027.4 \$	240%
Capitaux propres	21.0 \$	12.5 \$	68%

Au 31 décembre 2014, l'actif total de la CCC s'élevait à 3 512,1 millions de dollars, ce qui est de 2 472,3 millions de dollars ou de 238 % supérieur à sa valeur au 31 mars 2014. Cette hausse par rapport au 31 mars 2014 est essentiellement attribuable à une augmentation du montant des avances payées aux exportateurs canadiens, de 1 509,0 millions de dollars ou de 2 794 % ainsi que des paiements progressifs aux exportateurs canadiens de 1 123,3 millions de dollars ou de 190 %, compensée par une baisse de 160,0 millions de dollars ou de 41 % de tous les autres éléments d'actif regroupés. Les hausses découlaient directement des activités initiales réalisées dans le cadre du contrat lié aux PBB.

Au 31 décembre 2014, le passif total de la CCC s'élevait à 3 491,1 millions de dollars, ce qui est de 2 463,9 millions de dollars ou 240 % supérieur à sa valeur au 31 mars 2014. Cette hausse est attribuable principalement à une augmentation des avances des clients étrangers de 1 496,2 millions de dollars ou de 1 420 % et des paiements progressifs des clients étrangers de 1 123,3 millions de dollars ou de 190 %, compensée par une baisse de 155,6 millions de dollars ou de 47 % de tous les autres éléments de passif regroupés. Ces hausses sont attribuables aux activités initiales menées dans le cadre du contrat lié aux PBB.

À titre d'intermédiaire commercial international, la CCC compense ses éléments d'actif liés au commerce par des éléments de passif équivalents. Par conséquent, les créances des clients étrangers et les paiements progressifs aux exportateurs canadiens sont normalement compensés par les créditeurs et les charges à payer aux exportateurs canadiens ainsi que par les paiements progressifs des clients étrangers, respectivement.

La valeur des créances des clients, de 167,6 millions de dollars, a été de 135,3 millions de dollars ou de 45 % inférieure à leur valeur au 31 mars 2014 et ces créances représentent 5 % de l'actif total de 3 512,1 millions de dollars. La valeur des créditeurs et des charges à payer s'est établie à 171,9 millions de dollars et était de 155,5 millions de dollars ou de 48 % inférieure à sa valeur au 31 mars 2014 et ces créditeurs et charges à payer ont compté pour 5 % du passif total de la Corporation, de 3 491,1 millions de dollars.

Les paiements progressifs aux exportateurs canadiens, de 1 715,9 millions de dollars, représentent 49 % de l'actif total de 3 512,1 millions de dollars. Les paiements progressifs des clients étrangers, totalisant 1 715,9 millions de dollars, représentent 49 % du passif total de 3 491,1 millions de dollars. Aux termes des contrats, les paiements progressifs visent essentiellement les contrats dans le secteur d'activité lié à l'APPD, et ils sont transférés intégralement à l'exportateur canadien. Du total des paiements progressifs aux exportateurs canadiens et des paiements progressifs reçus des clients étrangers, une proportion de 18 % qui équivaut à 298,7 millions de dollars est liée à l'important contrat de 2,2 milliards de dollars conclu avec le DoD VMA des États-Unis visant l'achat de VBL et une proportion de 72 %, qui équivaut à 1 232,2 millions de dollars, vise les activités associées au contrat lié au PBB.

Les avances de clients étrangers, totalisant 1 601,6 millions de dollars, ont augmenté de 1 496,2 millions de dollars, ou de 1 420 %, par rapport au solde enregistré au 31 mars 2014. Les avances aux exportateurs canadiens, totalisant 1 563,0 millions de dollars, ont augmenté de 1 509,0 millions de dollars, ou de 2 794 %, par rapport au solde enregistré au 31 mars 2014. Des 1 602,6 millions de dollars en avances de clients étrangers, et des 1 563,0 millions de dollars en avances aux exportateurs canadiens, 1 513,6 millions de dollars ou 95 % et 97 % respectivement visaient le contrat lié au PBB. Un autre montant de 69,8 millions de dollars était lié à des projets menés au Ghana, au Mexique, en Norvège, au Pérou et aux Philippines. De ces avances de clients étrangers, 46,1 millions de dollars ont été transférés aux exportateurs canadiens. Les avances ne font pas partie des dispositions des contrats du secteur d'activité lié à l'APPD. Quant aux autres secteurs d'activité, pour des raisons d'atténuation du risque, la CCC retient, dans la plupart des projets, certains paiements anticipés effectués par les clients

étrangers et ne les transfère aux exportateurs canadiens que lorsque ces derniers ont rempli leurs obligations contractuelles. Cette façon de procéder explique les variations observées d'une période à l'autre.

En date du 31 décembre 2014, les capitaux propres du gouvernement du Canada dans la CCC se chiffraient à 21,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 8,5 millions de dollars par rapport au 31 mars 2014. Une discussion des risques commerciaux et opérationnels suit dans la section portant sur l'engagement à l'égard de la gestion du rendement et des risques de la CCC.

Analyse de l'état des flux de trésorerie

Sommaire des flux de trésorerie

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 décembre 2014 (en millions de dollars)	31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Hausse (Diminution) en %	31 décembre 2014 (en millions de dollars)	31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Hausse (Diminution) en %
Activités opérationnelles	(25.6) \$	(4.6) \$	457%	(24.4) \$	(6.4) \$	281%
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	0.1 \$	0.2 \$	(50%)	0.2 \$	0.3 \$	(33%)
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(25.5) \$	(4.4) \$	(480%)	(24.3) \$	(6.1) \$	(298%)

Activités d'exploitation

Dans le cadre de son programme aux termes de l'APPD, la Corporation paye généralement les exportateurs canadiens dans les 30 jours suivant la réception d'une facture et des pièces justificatives, conformément aux modalités des contrats. Elle peut donc utiliser sa propre trésorerie pour payer les exportateurs canadiens le 30^e jour et payer l'intérêt de ses créances lorsqu'il y a des retards dans le recouvrement et que le paiement n'est reçu par le client aux termes de l'APPD qu'après le délai de 30 jours. Dans le cas de certains contrats (qui ne font habituellement pas partie du programme relatif à l'APPD), la Corporation paye les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, seulement après avoir reçu le paiement du client étranger. Selon le moment des rentrées de fonds par rapport aux paiements, l'exécution réelle des transactions s'étend souvent sur plusieurs périodes de référence, de sorte que l'on peut observer une variation des flux de trésorerie d'une période à l'autre. Dans le cas visé, la trésorerie est momentanément comptabilisée dans l'opération à la fin d'une période jusqu'à ce que le paiement soit fait à l'exportateur canadien, conformément aux termes du contrat, tôt dans la période suivante.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la CCC a engagé 24,4 millions de dollars en espèces de ses activités d'exploitation, par rapport au 6,4 millions de dollars engagé pour ses activités d'exploitation pendant la même période

de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une baisse de 18,0 millions de dollars ou de 281 %. Les paragraphes ci-après contiennent des précisions à ce sujet :

- Les montants reçus des clients étrangers incluent l'argent reçu pour les livraisons, les paiements progressifs et les avances, tel que stipulé dans le contrat avec le client étranger. Ces montants ont été de 3 638,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, soit de 2 495,0 millions de dollars ou 218 % supérieurs aux montants enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable à la réception de 2 663,7 millions de dollars de clients étrangers dans le cadre du contrat lié au PBB pour permettre le début des travaux. Cette hausse dans le cadre du contrat lié au PBB a été atténuée par la réduction du nombre des paiements, d'une valeur de 168,7 millions de dollars, reçus relativement à l'avancement des travaux et aux livraisons dans le cadre d'importants contrats portant sur des VBL que la Corporation a signés avec le DoD VMA des États-Unis pendant les exercices terminés le 31 mars 2010 et le 31 mars 2011 et qui prendront bientôt fin.
- Les paiements aux exportateurs canadiens incluent l'argent versé pour les livraisons, les paiements progressifs et les avances, conformément au contrat interne. Les paiements aux exportateurs canadiens ont été de 3 669,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, soit de 2 521,7 millions de dollars ou 220 % supérieurs au montant enregistré pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable au paiement de 2 663,7 millions de dollars versé dans le cadre du contrat lié au PBB pour permettre le lancement des activités de ce programme de plusieurs milliards de dollars. La hausse observée dans le cadre du contrat lié au PBB a été atténuée par la réduction, d'une valeur de 142,0 millions de dollars, du nombre de paiements liés à l'avancement des travaux et aux livraisons dans le cadre des gros contrats visant des VBL conclus avec le DoD VMA des États-Unis.
- De la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la hausse des montants reçus de clients étrangers a été inférieure à la hausse des paiements aux exportateurs canadiens de 26,7 millions de dollars, ce qui s'est soldé par une utilisation de trésorerie d'un montant de trésorerie de 26,7 millions de dollars dans les activités d'exploitation. En plus de cette somme de 26,7 millions utilisée dans les activités d'exportation, 9,9 millions de dollars ont été tirés des intérêts créditeurs, des frais de services et des autres produits reçus, et 0,7 million de dollars ont été engagés de la trésorerie vue une hausse nette des paiements versés au titre des frais d'administration. La hausse nette est attribuable à une réduction de 1,1 million de dollars des paiements au titre des frais d'administration compensée partiellement par un paiement unique de 1,8 million de dollars lié à l'exercice par la Corporation de son droit de mettre fin à son bail actuel visant la location de ses espaces de bureaux. En novembre 2014, dans le but d'atteindre des objectifs de réduction des coûts à l'avenir, la Corporation a signé un nouveau bail de 15 ans visant la

location de nouveaux espaces de bureau, qui prendra fin en novembre 2031. Par ailleurs, 0,5 million de dollars de moins en crédit parlementaire ont été tirés au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, suite à la direction reçue de réduire le crédit parlementaire comme le décrit la section sur le crédit parlementaire.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, la CCC a utilisé 25,6 millions de dollars en espèces pour ses activités d'exploitation, par rapport aux 4,6 millions de dollars utilisés pour ses activités d'exploitation pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une baisse de 21,0 millions de dollars. Les paragraphes ci-après renferment des précisions à ce sujet :

- Les montants reçus des clients étrangers incluent l'argent reçu pour les livraisons, les paiements progressifs et les avances, tel que stipulé dans le contrat avec le client étranger. Ces montants ont été de 433,9 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, soit de 52,6 millions de dollars ou 14 % supérieurs aux montants enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable à la réception de paiements des clients étrangers qui varient d'une période à l'autre d'après les modalités du contrat convenu.
- Les paiements aux exportateurs canadiens incluent l'argent versé pour les livraisons, les paiements progressifs et les avances, conformément au contrat interne. Les paiements aux exportateurs canadiens ont été de 463,4 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, soit de 77,9 millions de dollars ou 20 % supérieurs au montant enregistré pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Cette hausse est attribuable aux paiements aux exportateurs canadiens qui varient d'une période à l'autre d'après les modalités du contrat convenu.
- De la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, la hausse des montants reçus de clients étrangers a été inférieure à la hausse des paiements aux exportateurs canadiens de 25,3 millions de dollars, ce qui s'est soldé par le retrait d'un montant de trésorerie de 25,3 millions de dollars au titre des activités d'exploitation. En plus de ce retrait de 25,3 millions de dollars découlant des activités d'exportation, 5,4 millions de dollars ont été tirés des produits financiers, frais de service et autres produits reçus et un autre 0,5 million de dollars ont été utilisés de la trésorerie suite à une hausse des paiements au titre des frais d'administration pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, par rapport à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013. Par ailleurs, 0,6 million de dollars de moins en crédit parlementaire ont été tirés au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, suite à la direction reçue de réduire le crédit parlementaire comme le décrit la section sur le crédit parlementaire.

Activités d'investissement

Pour les périodes de neuf et trois mois terminées le 31 décembre 2014, la Corporation n'a pas capitalisé de montants au titre des biens, de l'équipement et des actifs incorporels, comme pour les périodes de neuf mois et trois mois terminées le 31 décembre 2013.

Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la CCC a enregistré un gain de 164 000 \$ sur les opérations de change, à la suite de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain de 0,9046 \$ US le 31 mars 2014 à 0,8620 \$ US le 31 décembre 2014. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la Corporation a comptabilisé un gain de 305 000 \$ sur les opérations de change.

Comparaison des résultats financiers avec le budget du Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019

L'excédent des résultats d'exploitation nets de la CCC pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, de 8,5 millions de dollars, a été de 6,8 millions de dollars ou de 405 % supérieur à l'excédent prévu de 1,7 million de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, le montant total des opérations commerciales et des opérations liées aux services d'approvisionnement s'est chiffré à 2 005,4 millions de dollars, et a donc été de 427,5 millions de dollars ou de 27 % supérieur au montant prévu dans le budget de 1 577,9 millions de dollars. Le secteur d'activité DSM a contribué à un écart favorable de 394,0 millions de dollars ou de 92 % de l'écart favorable total de 427,5 millions de dollars. Le résultat favorable enregistré par le secteur d'activité DSM est attribuable aux activités initiales menées dans le cadre du contrat lié au PBB.

Les frais de service de 18,5 millions de dollars ont été de 4,1 millions de dollars ou de 28 % supérieurs au montant prévu à ce titre dans le budget, de 14,4 millions de dollars. Les frais de service sont comptabilisés comme des produits lorsque les travaux prévus par contrat sont exécutés ou terminés. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, les frais de service générés dans le cadre du secteur d'activité DSM, de 13,1 millions de dollars, ont été de 3,6 million de dollars ou de 38 % plus élevés que le montant de 9,4 millions de dollars prévu au budget, principalement en raison de la perception de frais de service pour les premiers travaux réalisés dans le cadre du contrat lié au PBB. De plus, les frais générés dans le secteur d'activité ACI, de 2,5 million de dollars, ont été supérieurs de 1,0 million de dollars ou 72 % au montant de 1,5 million de dollars prévu dans le budget à ce titre. Cet écart favorable est principalement attribuable aux frais de service de 1,6 million de dollars perçus dans le cadre du programme de passation de contrats à Cuba qui étaient de 1,4 million de dollars ou 696 % supérieurs au montant prévu à ce titre dans le budget de 0,2 million de dollars. Les frais de passation de contrat liés au programme de Cuba se sont avérés bien plus élevés en raison d'un niveau

de livraisons plus élevé que prévu. Les frais perçus dans le cadre des services d'approvisionnement et des autres services, de 2,9 million de dollars, ont été de 0,6 million de dollars ou de 17 % inférieurs au montant prévu à ce titre dans le budget, de 3,5 millions de dollars, en raison des dépenses et du remboursement des dépenses liées au retard pris dans le cadre de l'expansion du programme de service des bureaux de représentation en Chine. La CCC fournit également des services d'approvisionnement à la discrétion du MAECD, et ce en fonction des fonds que le Ministère a à sa disposition pour répondre aux exigences de ses programmes. Le MAECD a sollicité moins de services au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la Corporation a enregistré un gain de change de 164 000 \$, qui reflète la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La Corporation contrôle ses gains et ses pertes de change en surveillant et en gérant ses soldes en devises étrangères à découvert. Le solde à découvert en dollars américains de la CCC s'est établi à 1,2 million de dollars, ce qui représente moins de 0,1 % de son actif en dollars américains. La Corporation n'établit pas de budget pour les gains ou les pertes de change.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la Corporation a affiché des dépenses de remédiation de contrats de 73 000 \$. En conséquence, les dépenses de remédiation de contrats ont contribué à un écart favorable par rapport au budget de 322 000 \$.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, les frais d'administration, de 21,8 millions de dollars, ont été de 1,7 million de dollars ou 7 % inférieurs au montant prévu dans le budget de 23,5 millions de dollars. Les frais directs, de 14,1 millions de dollars, ont été de 2,0 millions de dollars ou de 12 % inférieurs aux montants prévus à ce titre dans le budget, principalement en raison de retards pris dans l'expansion du Programme des bureaux de représentation en Chine coordonné avec le MAECD et de dépenses supplémentaires prévues pour gérer le contrat de PBB qui n'ont pas eu lieu. Les frais indirects, de 7,7 millions de dollars, ont été de 0,3 million de dollars ou de 4 % supérieurs au budget, principalement en raison d'un paiement forfaitaire nécessaire pour mettre fin au présent bail.

Tel qu'expliqué dans la section Crédit parlementaire de l'analyse de l'État du résultat global, la Corporation a reçu un crédit parlementaire à hauteur de 11,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, soit 0,4 million de dollars ou 3 % au-dessus du budget. Depuis octobre 2014, la Corporation réduit ses retraits de crédit, conformément au Plan d'entreprise de 2014-2015 à 2018-2019 approuvé. Le montant des crédits reçus respectera le budget d'ici la fin de l'exercice.

Prévisions du Plan d'entreprise 2014-2015

Le budget de fonctionnement pour 2014-2015 et les exercices subséquents reposent sur les objectifs et les hypothèses de planification exposés dans le Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019 de la CCC.

La CCC prévoit un excédent d'exploitation de 9,4 millions de dollars en 2014-2015, ce qui représente une hausse de 7,4 millions de dollars ou 360 % par rapport à l'excédent d'exploitation de 2,0 millions de dollars enregistré en 2013-2014.

En 2014-2015, les opérations commerciales et les opérations d'approvisionnement, qui se sont chiffrées à 1,7 milliard de dollars en 2013-2014, devraient augmenter pour atteindre 2,6 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 0,9 milliard de dollars ou de 54 %. Le contrat lié au PBB devrait compter pour 1,5 milliard de dollars ou 57 % du total de 2,6 milliards de dollars enregistrés en 2014-2015.

La CCC prévoit que les produits nets (sans compter le crédit parlementaire) augmenteront de 14,7 millions de dollars, en 2013-2014, à 25,4 millions de dollars, en 2014-2015, ce qui représente une hausse de 10,7 millions de dollars ou de 72 %. Cette hausse prévue est largement attribuable aux frais de service qui seront touchés et comptabilisés au titre de l'avancement des travaux réalisés dans le cadre du contrat du PBB, lequel a été signé et est entré en vigueur à la fin de l'exercice 2013-2014.

Le crédit parlementaire annuel approuvé de la Corporation, qui sont établis dans le budget principal 2014-2015 à 15,7 millions de dollars, seront limités à 14,2 millions de dollars conformément au Plan d'entreprise 2014-2015 à 2018-2019 approuvé.

La Corporation prévoit des dépenses de remédiation de contrats de 148 000 \$ et les indique à des fins de prévisions budgétaires et de planification. En 2014-2015, un montant de 527 000 \$ est affecté au titre des dépenses de remédiation de contrats. Ce montant est largement inférieur à la valeur annuelle moyenne des dépenses de remédiation des contrats engagées au cours des dix dernières années, représentant près de 0,025 % de la valeur des opérations commerciales.

Les frais d'administration devraient augmenter de 28,4 millions de dollars, en 2013-2014, à 30,0 millions de dollars, en 2014-2015. Il s'agit d'une hausse de 1,6 million de dollars ou de 6 %. Cette hausse est principalement attribuable aux efforts qui seront requis pour gérer le contrat lié au PBB, aux frais directs liés au lancement et à la mise en service de bureaux de représentation supplémentaires en Chine, ainsi qu'à l'amortissement des dépenses concernant l'exercice par la Corporation de son droit de mettre fin à son bail actuel afin de négocier un nouveau bail visant des espaces de bureaux dans le but d'atteindre des objectifs de réduction des coûts à l'avenir. Toutes les dépenses administratives liées au contrat du PBB et aux bureaux de représentation en Chine sont compensées par les recettes découlant de ces programmes. Même si les dépenses administratives prévues de 30,0 millions de dollars pour 2014-2015 dépasseront les résultats de 2013-2014, elles seront de 1,3 million de dollars ou de 4 % inférieures au

budget de 31,3 millions de dollars qui prévoyait des dépenses plus importantes liées au contrat du PBB et aux bureaux de représentation en Chine.

L'engagement de la CCC à l'égard de l'atteinte des résultats et de la gestion des risques

La CCC gère divers risques dans le cadre de son mandat qui consiste à promouvoir et à faciliter les échanges internationaux pour les exportateurs canadiens. La stratégie adoptée par la CCC pour gérer ces risques est décrite en détail dans le Rapport annuel 2013-2014 de la Corporation ainsi que dans le sommaire de son Plan d'entreprise 2014-2015.

Le gouvernement des États-Unis conserve une cote AAA auprès de la plupart des agences de notation. Ces cotes continuent de répondre aux exigences de la politique de la CCC sur le crédit.

Aucuns nouveaux changements, incertitudes ou risques importants n'ont été cernés pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014.

Déclaration de la responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été vérifiés ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non vérifiés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs et chef
de la direction financière,



Anthony Carty

Ottawa, Canada
Le 6 février 2015

État de la situation financière (non vérifié)

Au (en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2014	31 mars 2014
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	65 268 \$	89 538 \$
Créances (notes 5 et 10)	167 595	302 901
Avances aux exportateurs canadiens	1 562 967	53 999
Paiements progressifs aux exportateurs canadiens	1 715 852	592 559
	3 511 682	1 038 997
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	450	877
	3 512 132 \$	1 039 874 \$
Passif		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 10)	171 857 \$	327 398 \$
Avances des clients étrangers	1 601 615	105 399
Paiements progressifs des clients étrangers	1 715 852	592 559
Avantages du personnel (note 8)	117	209
	3 489 441	1 025 565
Passifs non courants		
Avantages du personnel (note 8)	1 699	1 800
	3 491 140	1 027 365
Capitaux propres		
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non répartis	10 992	2 509
	20 992	12 509
	3 512 132 \$	1 039 874 \$

Garanties (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 6 février 2015

Président et chef de la direction,


Martin ZablockiVice-président, Services corporatifs et chef
de la direction financière,

Anthony Carty

État du résultat global (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois		Pour les neuf mois	
	terminés le 31 décembre		terminés le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Produits				
Opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre (note 9)	794 258 \$	412 874 \$	1 970 465 \$	1 134 725 \$
Moins : coût des opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre	(794 258)	(412 874)	(1 970 465)	(1 134 725)
Frais de service (note 9)	8 007	2 793	18 478	8 862
Autres produits	227	49	450	170
Produits financiers, nets (note 12)	97	53	226	176
Gain de change	100	201	164	305
	8 431	3 096	19 318	9 513
Charges				
Frais d'administration (note 11)	7 670	7 152	21 796	21 358
Dépenses de remédiation des contrats	52	-	73	-
	7 722	7 152	21 869	21 358
Services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement				
Opérations liées aux services d'approvisionnement (note 9)	9 041	5 894	34 893	36 507
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement	(9 041)	(5 894)	(34 893)	(36 507)
	-	-	-	-
Résultats d'exploitation nets avant crédit parlementaire	709	(4 056)	(2 551)	(11 845)
Crédit parlementaire (note 13)	3 206	3 870	11 034	11 611
Résultats d'exploitation nets	3 915 \$	(186) \$	8 483 \$	(234) \$
Autres éléments du résultat global (perte)				
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les résultats d'exploitation nets				
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-	-
Résultat global total (perte)	3 915 \$	(186) \$	8 483 \$	(234) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non vérifié)

**Pour les trois mois et les neufs mois terminés
 le 31 décembre, 2014**

(en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 30 septembre 2014	10 000 \$	7 077 \$	17 077 \$
Résultats d'exploitation nets	-	3 915	3 915
Solde au 31 décembre 2014	10 000 \$	10 992 \$	20 992 \$
Solde au 31 mars 2014	10 000 \$	2 509 \$	12 509 \$
Résultats d'exploitation nets	-	8 483	8 483
Solde au 31 décembre 2014	10 000 \$	10 992 \$	20 992 \$

**Pour les trois mois et les neufs mois terminés
 le 31 décembre, 2013**

(en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 30 septembre 2013	10 000 \$	40 320 \$	17 077 \$
Résultats d'exploitation nets	-	(186)	(186)
Solde au 31 décembre 2013	10 000 \$	40 134 \$	50 134 \$
Solde au 31 mars 2013	10 000 \$	40 368 \$	50 368 \$
Résultats d'exploitation nets	-	(234)	(234)
Solde au 31 décembre 2013	10 000 \$	40 134 \$	50 134 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2014 (NON VÉRIFIÉS)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

État des flux de trésorerie (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2014	2013 redressé (note 3)	2014	2013 redressé (note 3)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Recettes des clients étrangers	433 878 \$	381 258 \$	3 638 713 \$	1 143 729 \$
Produits financiers, nets	97	53	226	176
Frais de service et autres produits reçus	8 234	2 842	18 928	9 032
Paiements aux exportateurs canadiens	(463 360)	(385 484)	(3 669 940)	(1 148 228)
Paiements administratifs	(7 620)	(7 119)	(23 395)	(22 706)
Crédit parlementaire	3 206	3 870	11 034	11 611
Sorties de fonds liées aux activités opérationnelles	(25 565)	(4 580)	(24 434)	(6 386)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	-	-	1
Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement	-	-	-	1
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	100	201	164	305
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(25 465)	(4 379)	(24 270)	(6 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	90 733	59 367	89 538	61 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	65 268 \$	54 988 \$	65 268 \$	54 988 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 décembre 2014

1. Nature, organisation et financement

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la Loi »). Société d'État appartenant entièrement au gouvernement du Canada, elle est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 50, rue O'Connor à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose de bureaux supplémentaires en Asie et d'une représentation dans les Caraïbes.

La Corporation agit généralement comme maître d'œuvre lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou de clients étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement canadien. La Corporation conclut des contrats avec ces clients étrangers ainsi que des contrats d'approvisionnement correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen de crédit parlementaire et des produits générés par les frais de service facturés.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a, depuis, mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Normes de présentation

Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor basé sur les conventions comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2014. Ces états financiers provisoires condensés ne

comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation en date du 31 mars 2014.

Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent de l'État de la situation financière, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants :

- Les instruments financiers dérivés, comptabilisés à leur juste valeur.
- Les instruments financiers à leur juste valeur par le biais du résultat net, évalués à leur juste valeur.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies.
- La provision relative aux dépenses de remédiation des contrats, évaluée en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus.

Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la Direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables et les montants des actifs et des passifs déclarés et sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi sur une base continue, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La Direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des biens et équipements, les actifs incorporels, les passifs liés aux avantages du personnel, la provision relative aux dépenses de remédiation de contrats, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée.

Des renseignements sur les domaines où la Direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans les notes qui suivent :

Note 6 – Prestations de retraite et avantages sociaux

Note 7 – Provision pour dépenses de remédiation des contrats

Note 15 – Garanties

Note 16 – Engagements

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2014.

Changements de méthodes comptables - *Redressement*

À partir de l'exercice terminé le 31 mars 2014, la Corporation a modifié ses conventions comptables en ce qui concerne la présentation des paiements progressifs dans l'État de la situation financière et l'État des flux de trésorerie, et a reclassé certains chiffres correspondants de manière à en assurer la conformité avec la présentation actuelle, qui fournit des informations plus pertinentes au sujet des flux de trésorerie de la Corporation.

La différence entre les paiements progressifs des clients étrangers et les paiements progressifs aux exportateurs canadiens découle des paiements en trop effectués par des clients étrangers étant donné les différents moments temporaires de leurs méthodes de liquidation et de la comptabilisation des travaux exécutés. La Corporation a reclassé ces paiements en trop des paiements progressifs des clients étrangers aux avances des clients étrangers.

Les effets du flux de trésorerie associés aux paiements progressifs provenant uniquement des paiements en trop sont maintenant reflétés dans les avances des clients étrangers, et comptabilisés dans les recettes des clients étrangers de l'État des flux de trésorerie. Par conséquent, la Corporation a modifié la présentation des activités d'exploitation relatives aux recettes des clients étrangers et aux paiements aux exportateurs canadiens dans l'État des flux de trésorerie, afin d'en exclure les paiements progressifs des clients étrangers et les paiements progressifs aux exportateurs canadiens.

La Corporation a décidé d'appliquer rétroactivement la modification aux conventions comptables, et les changements subséquents n'ont pas d'incidence sur l'État du résultat global, l'État des variations des capitaux propres ou les rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement dans l'État des flux de trésorerie, ou d'effet important sur l'État de la situation financière au début de la période précédente. Par conséquent, la Corporation n'a pas présenté un troisième état de la situation financière en date du 1^{er} avril 2013, et n'a fourni des montants reclassés que pour les états financiers comparatifs en date du 31 décembre 2013.

Les tableaux suivant résument les incidences de l'application rétroactive de cette modification aux conventions comptables concernant l'État de la situation financière en date du 31 décembre 2013 et l'État des flux de trésorerie pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2013.

État de la situation financière au 31 décembre 2013 :

	31 décembre 2013	Impact du changement	31 décembre 2013 ajusté
Reclassification de l'État de la situation financière			
Passifs courants			
Avances des clients étrangers	95 360 \$	2 221 \$	97 581 \$
Paiements progressifs des clients étrangers	500 254 \$	(2 221) \$	498 033 \$

État des flux de trésoreries pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2013 :

Pour les trois mois terminés le	31 décembre 2013	Impact du changement	31 décembre 2013 ajusté
Redressement de l'État des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Recettes des clients étrangers	381 301 \$	(43) \$	381 258 \$
Paiements aux exportateurs canadiens	(43) \$	43 \$	-
Redressement de l'État des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Recettes des clients étrangers	1 144 130 \$	(401) \$	1 143 729 \$
Paiements aux exportateurs canadiens	(401) \$	401 \$	-

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie incluent :

	31 décembre 2014		31 mars 2014	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars canadiens	38 615	38 615	\$ 19 094	19 094 \$
Dollars américains	22 714	26 350	63 231	69 901
Renminbis chinois	1 618	303	2 290	407
Dollars australiens	-	-	133	136
		65 268	\$	89 538

La Corporation investit dans des dépôts à court terme dans des banques canadiennes. La durée moyenne à l'échéance des dépôts à court terme était de six jours en date du 31 décembre 2014 (un jour au 31 mars 2014), alors que le rendement à l'échéance du portefeuille au 31 décembre 2014 était de 0,10 % (0,03 % au 31 mars 2014).

De la trésorerie et équivalents de trésorerie, 45 718 \$ en date du 31 décembre 2014 (58 275 \$ au 31 mars 2014) correspondent aux avances et retenues reçues de clients étrangers, qui seront versées aux exportateurs canadiens à une date ultérieure, conformément aux contrats. Lorsque le contrat le prévoit, ces fonds peuvent accumuler des intérêts au crédit de l'exportateur canadien ou du client étranger.

5. Créances et créditeurs et charges à payer

Les créances sont fondées sur les conditions normales du commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Les créances de la Corporation sont libellées dans les devises suivantes :

(en milliers)	31 décembre 2014		31 mars 2014	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars américains	84 671	98 226	\$ 235 780	260 655 \$
Dollars canadiens	69 277	69 277	42 243	42 243
Renminbis chinois	492	92	18	3
		167 595	\$	302 901

Les créiteurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales du commerce. Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les devises suivantes :

(en milliers)	31 décembre 2014		31 mars 2014	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars américains	81 433	94 472	\$ 261 277	288 845 \$
Dollars canadiens	77 369	77 369	38 411	38 411
Renminbis chinois	87	16	31	5
Dollars australiens	-	-	133	137
		171 857	\$	327 398 \$

6. Avantages sociaux

Les employés de la Corporation ont droit à des congés de maladie non acquis, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. Certains employés ont droit à des indemnités de départ en fonction de leurs années de service et de leur salaire final. Ces régimes d'avantages sont sans capitalisation et n'ont donc pas d'actifs, ce qui résulte en un déficit égal à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les indemnités de congés maladie et les indemnités de départ ont une portion courante et une portion non courante et elles sont présentées dans l'État de la situation financière comme suit :

	31 décembre 2014			31 mars 2014		
	Indemnités de congés de maladie	Indemnités de départ	Indemnités totales	Indemnités de congés de maladie	Indemnités de départ	Indemnités totales
Total des avantages sociaux	1 501 \$	315 \$	1 816 \$	1 350 \$	659 \$	2 009 \$
Moins : portion courante	(117)	-	(117)	(105)	(104)	(209)
Portion non courante	1 384 \$	315 \$	1 699 \$	1 245 \$	555 \$	1 800 \$

L'information concernant le régime relatif aux congés de maladie à long terme et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi relatif aux indemnités de départ, en date du 31 mars, était la suivante :

	Indemnités de congés de maladie		Indemnités de départ	
	2014	2013	2014	2013
Obligation au titre des indemnités constituées				
Solde au début de l'exercice	1 083 \$	909 \$	2 329 \$	2 079 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	119	106	11	188
Intérêts débiteurs	40	36	48	84
Avantages payés	(179)	(113)	(1 821)	(170)
Perte actuarielle	288	145	92	148
Total des avantages sociaux accumulés à la fin de l'exercice	1 350 \$	1 083 \$	659 \$	2 329 \$

Hypothèses économiques

Obligation au titre des indemnités constituées au 31 mars

Taux d'actualisation	4,34%	3,76%	3,76%	3,40%
Taux d'augmentation économique du barème de rémunération	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%

Coût des indemnités pour l'exercice terminée le 31 mars

Taux d'actualisation	3,76%	4,01%	3,40%	3,98%
Taux d'augmentation économique du barème de rémunération	2,00%	1,50%	2,00%	1,50%

Les hypothèses démographiques, y compris les hausses salariales liées à l'ancienneté et à l'avancement, les taux de cessation d'emploi, de retraite, d'invalidité ouvrant droit à pension, de mortalité et les facteurs d'amélioration de la longévité, tirés du rapport actuariel sur le régime de retraite de la fonction publique du Canada, sont également considérés dans l'évaluation actuarielle des avantages du personnel accumulés.

Les hypothèses adoptées pour évaluer les indemnités des congés de maladie et les indemnités de départ sont révisées annuellement par la Direction et sont appliquées d'une façon consistante. Tout changement à ces hypothèses peut avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Des charges de 50\$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014 (25\$ au 31 décembre 2013), 150\$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014 (75\$ au 31 décembre 2013) ont été incluses dans les frais d'administration liés à la rémunération du personnel et aux charges connexes, au titre des indemnités des congés maladie.

7. Provision pour dépenses de remédiation des contrats

La Corporation peut devoir engager des frais de réapprovisionnement de contrats lorsque des exportateurs canadiens ne respectent pas les modalités de leurs contrats. La

Corporation est la partie défenderesse dans certaines réclamations et poursuites en instance. Les dommages et intérêts réclamés par les plaignants peuvent être élevés, mais, en s'appuyant sur l'avis de conseillers juridiques, la Direction enregistre une obligation dans la période visée lorsque les dommages sont plus probables qu'improbables et que les montants associés peuvent être raisonnablement estimés.

La Direction a exercé son jugement pour déterminer si une provision devait être comptabilisée ou divulguée au regard de la probabilité qu'un paiement soit requis pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable du montant puisse être faite. L'estimation de la Direction de la provision est assujettie à de nombreuses incertitudes, y compris concernant le moment et le montant réel du versement.

Aucune provision pour dépenses de remédiation des contrats n'a été identifiée comme exigée pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2014.

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 31 décembre 2014 et du 31 mars 2014.

8. Gestion du capital

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Ceci, auquel s'ajoute des stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au rendement des fournisseurs et au risque de crédit.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation et la réduction au minimum de l'exposition au risque de change; l'optimisation des produits d'intérêts. Quelquefois, la Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

	31 décembre 2014		30 mars 2014	
Surplus d'apport	10 000	\$	10 000	\$
Bénéfices non repartis	10 992		2 509	
	20 992	\$	12 509	\$

9. Opérations commerciales, frais de service, autres produits et opérations liées aux services d'approvisionnement

La Corporation facilite la vente de produits canadiens à des clients étrangers, y compris des gouvernements, des organismes internationaux et d'autres clients, et tire des produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service et d'autres produits. La Corporation réalise également des services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

Le profil par région géographique s'établit comme suit :

	2014			2013		
	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total
Asie	451 060	\$ 1 005	\$ 452 065	439	\$ 45	\$ 484
États-Unis	175 659	-	175 659	301 219	-	301 219
Amérique centrale et Caraïbes	112 238	590	112 828	44 582	942	45 524
Amérique du sud	63 009	-	63 009	60 537	-	60 537
Europe	75	3 791	3 866	63	3 116	3 179
Afrique	101	3 323	3 424	8 466	1 263	9 729
Canada	350	332	682	404	528	932
Autres	-	-	-	6	-	6
	802 492	\$ 9 041	\$ 811 533	415 716	\$ 5 894	\$ 421 610

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

Pour les neuf mois

terminés le 31 décembre

	2014			2013		
	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total	Produits*	Opérations liées aux services d'approvision- nement	Total
Asie	1 173 714	\$ 2 614	\$ 1 176 328	\$ 8 905	\$ 976	\$ 9 881
États-Unis	453 988	-	453 988	860 870	-	860 870
Amérique centrale et Caraïbes	246 160	1 804	247 964	138 060	6 168	144 228
Amérique du sud	113 267	-	113 267	122 310	525	122 835
Europe	1 001	23 909	24 910	1 863	23 006	24 869
Canada	149	5 404	5 553	1 273	3 848	5 121
Afrique	1 052	1 162	2 214	10 094	1 984	12 078
Autres	62	-	62	382	-	382
	1 989 393	\$ 34 893	\$ 2 024 286	\$ 1 143 757	\$ 36 507	\$ 1 180 264

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

Les produits pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014 comprennent 427 839 \$ (néant au 31 décembre 2013) de revenus non facturé, 1 138 884 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014 (néant au 31 décembre 2013). La valeur des contrats signés se distingue des produits. Pendant les neuf mois terminés le 31 décembre 2014, la valeur des contrats et modifications signés et entrés en vigueur s'est élevée à 1 083,0 millions de dollars (794,3 millions de dollars au 31 décembre 2013).

10. Gestion du risque et instruments financiers

Les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. Le Conseil d'administration exerce une surveillance sur le cadre de gestion du risque de la Corporation, dont il examine, approuve et suit les politiques en la matière, y compris le programme de gestion du risque d'entreprise en cours d'élaboration, dans le cadre duquel on déterminera la tolérance au risque de l'organisation, les effets de divers risques et des plans d'action afin d'atténuer les risques qui excèdent le seuil de tolérance de la Corporation.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration surveille le respect par la Direction des politiques et des procédures de la Corporation en matière de gestion du risque, et il examine périodiquement la pertinence du cadre de gestion du risque en fonction des risques auxquels s'expose la Corporation. Le Comité de vérification est appuyé dans son rôle de surveillance par la fonction de vérification interne de la Corporation. Les vérifications internes prennent la forme à la fois d'examen réguliers et d'examen spéciaux des contrôles et des procédures de gestion des risques, et les rapports qui en résultent sont présentés au Comité de vérification.

La section qui suit décrit les risques associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux créances des clients de la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation investit des fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement des fonds de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte. Les placements doivent maintenir les cotes de solvabilité aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

Cote de Moody's : P1

Cote de Standard and Poor's (S&P) : A1

Cote de Dominion Bond Rating Service (DBRS) : R1 (faible)

Créances

L'exposition de la Corporation au risque de crédit lié aux créances dépend essentiellement des caractéristiques démographiques de sa clientèle. La Corporation gère généralement le risque de crédit associé aux clients étrangers en consentant des modalités de comptes ouverts aux parties bénéficiant d'une cote de crédit accordée par Moody's d'au moins AAA et en exigeant des garanties lorsque la cote est sous ce seuil. Durant les neuf mois terminés le 31 décembre 2014, 24 % (76 %, le 31 décembre 2014) des produits de la Corporation provenaient de clients cotés AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit :

	31 décembre		31 mars
	2014		2014
États-Unis	64 920	\$	86 424 \$
Amérique centrale et Caraïbes	61 003		29 855
Amérique du Sud	20 167		12 381
Asie	14 630		164 750
Canada	5 401		2 861
Europe	1 055		6 630
Afrique	419		-
	167 595	\$	302 901 \$

Les créances sont fondées sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

	31 décembre		31 mars
	2014		2014
< 1 an	167 594	\$	302 390 \$
> 1 an < 3 ans	1		511
	167 595	\$	302 901 \$

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

	31 décembre		31 mars
	2014		2014
< 30 jours	291	\$	2 402 \$
> 30 jours et < 180 jours	2 559		5 384
> 180 jours	2 934		3 329
	5 784	\$	11 115 \$

Avances et paiements progressifs aux exportateurs canadiens

L'exposition au risque de crédit liée aux avances et aux paiements progressifs aux exportateurs canadiens est atténuée par la nature adossée des obligations contractuelles de la Corporation ainsi que par des retenues de garantie.

Garanties

Concernant la gestion du risque de crédit lié à ses obligations contractuelles en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des fournisseurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats et de même valeur. En outre, pour atténuer davantage son risque de crédit global, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Le profil de l'ensemble des garanties dont dispose la Corporation aux fins de l'exécution des contrats, dans le cas improbable où une entreprise canadienne ne remplirait pas ses obligations contractuelles était le suivant :

	31 décembre		31 mars	
	2014		2014	
Retenues de garantie	7 071	\$	6 875	\$
Garanties bancaires	33 042	\$	47 149	\$
Cautions	95 987	\$	91 524	\$
Cautions de sociétés mères	15 721 072	\$	15 077 368	\$
Autres	1 886	\$	11 156	\$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à d'autres risques de prix significatifs.

i) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Afin de gérer le risque de change, les contrats avec des clients étrangers et les contrats réciproques avec des exportateurs canadiens sont ordinairement conclus dans la même devise. Dans certains cas où le paiement entre les parties est effectué en devise différente, la Corporation peut conclure des contrats de change à terme. La Corporation a recours à ces techniques pour

transférer le risque de change à l'exportateur canadien, ce qui permet une exposition nette minime.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition de la Corporation à ce risque vient du fait qu'elle investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie. La Corporation réduit au minimum les risques associés aux fluctuations des taux d'intérêt en investissant dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte.

Conformément à la directive du ministre du Commerce international, la Corporation a élaboré une approche pour transférer son volet de financement des transactions commerciales à Cuba à une société d'État apparentée ce qui élimine tous risques associés à ces activités, et ce, tout en continuant à soutenir les exportateurs canadiens.

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats de financement, inclus dans les créditeurs et charges à payer, la Corporation devait 58 713 \$ au 31 décembre 2014 (24 275 \$, le 31 mars 2013), portent des intérêts aux coûts du financement plus 0,25 % (0,25%, le 31 mars 2014).

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte.

Concernant ses obligations contractuelles aux clients étrangers en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des fournisseurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques à ceux intervenus avec les clients étrangers de même valeur. En outre, pour atténuer davantage son risque de liquidité global, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

La *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens ou l'équivalent américain. L'endettement dans le cadre de cette entente est non garanti, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 31 décembre 2014, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2014).

En outre, la Corporation conclut d'autres arrangements de crédit, jusqu'à un maximum de 70,0 millions de dollars au 31 décembre 2014 (35,0 millions de dollars au 31 mars 2014), où les opérations sont entièrement assurées par une société d'État apparentée bénéficiant d'une cote de crédit de AAA de Moody, ce qui atténue tout risque de liquidité lié à son programme de passation de contrats à Cuba. La Corporation a enregistré une charge de 712 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014 (néant au 31 décembre 2013) et 1 760 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014 (néant au 31 décembre 2013) en lien avec son programme de passation de contrats à Cuba.

Créditeurs et charges à payer

Les créanciers sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créanciers de la Corporation était le suivant :

	31 décembre 2014	31 mars 2014
< 1 an	171 857 \$	327 398 \$
	171 857 \$	327 398 \$

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats de financement, liés au programme de passation de contrats à Cuba inclus dans les créanciers et charges à payer, la Corporation devait 58 713 \$ au 31 décembre 2014 (24 275 \$ au 31 mars 2014), portent un intérêt au coût du financement plus 0,25% (0,25%, le 31 mars 2014), et elle a offert comme garantie certaines créances de clients étrangers à certaines conditions. Le montant des créances impayées, qui sont entièrement assurées par une société d'État apparentée conformément à ces ententes, s'élevait à 58 707 \$ le 31 décembre 2014 (29 043 \$ au 31 mars 2014) et se présentait comme suit :

	31 décembre 2014	31 mars 2014
< 1 an	58 706 \$	28 532 \$
> 1 an et < 3 ans	1	511
	58 707 \$	29 043 \$

11. Frais d'administration

Les frais d'administration comprennent :

	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Rémunération du personnel et charges connexes	4 810 \$	4 733 \$	13 956 \$	14 023 \$
Services de gestion des contrats	615	756	2 352	2 831
Loyer et frais connexes	943	586	2 068	1 692
Frais de déplacement et accueil	423	490	1 224	1 094
Consultants	236	280	644	642
Amortissement	343	42	427	126
Logiciels, matériel informatique et soutien	55	23	372	327
Communications de l'entreprise	61	76	239	144
Autres charges	184	166	514	479
	7 670 \$	7 152 \$	21 796 \$	21 358 \$

12. Produit financiers, nets

La Corporation pour les trois mois terminés le 31 décembre a enregistré un produit financier et des coûts pour les instruments financiers suivants :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Actifs financiers				
- Produits financiers de la trésorerie et équivalents de trésorerie	120 \$	185 \$	295 \$	307 \$
Passifs financiers				
- Coûts financiers des créditeurs et autres passifs	(23)	(130)	(69)	(130)
	97 \$	55 \$	226 \$	177 \$

13. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire, consenti par le Parlement du Canada, de 3 206 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014 (3 870 \$ en date du 31 décembre 2013), 11 034 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014 (11 611 \$ en date du 31 décembre 2013) sont inclus dans les résultats d'exploitation nets.

14. Opérations entre parties liées

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées. Ces opérations se rapprochent de la juste valeur.

Les montants à recevoir de ces partis et les montants qui leur sont dus incluent respectivement sous créances et créditeurs sont les suivants :

	30 décembre	31 mars
	2014	2014
Créances	888 \$	831 \$
Créditeurs	382 \$	144 \$

Les opérations importantes prises isolément et dans leur ensemble sont présentées ci-dessous.

a) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) assure à la Corporation des services de gestion de contrats et d'autres services administratifs à des taux négociés qui reflètent la juste valeur.

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014, le coût de ces services s'est élevé à 616 \$ (765 \$ en date du 31 décembre 2013), 2 352 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2014 (2 858 \$ en date du 31 décembre 2013), et il est inclus dans les frais d'administration.

b) PPP Canada Inc.

La Corporation a un protocole d'entente avec PPP Canada Inc. pour la prestation de services partagés principalement dans les domaines de la technologie de l'information, de la gestion des ressources humaines, des finances et de l'approvisionnement, des services juridiques, de la recherche et des communications, de la gouvernance et de la gestion des installations. Cette entente produit des économies d'échelle pour les deux organisations.

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2014, le produit lié à la prestation de ces services s'est établi à 188 \$ (188 \$ en date du 31 décembre 2013), 563 \$ (563 \$ en date du 31 décembre 2013) et est inclus dans les frais de service.

c) Autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada

Les opérations commerciales, les frais de service et les opérations liées aux services d'approvisionnement, découlant de la facilitation par la Corporation de la vente de produits canadiens à des clients étrangers et les autres activités internationales, comprennent les opérations avec les entités gouvernementales liées suivantes:

	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	6 064 \$	5 895 \$	13 237 \$	15 928 \$
Ministère de la Défense nationale	- \$	363 \$	- \$	369 \$

Par ailleurs, la Corporation participe à des programmes d'échange de ressources humaines avec le ministère d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

d) Transactions avec des exportateurs canadiens gérés exclusivement ou conjointement par des principaux dirigeants

La Corporation peut conclure des contrats d'approvisionnement avec des exportateurs canadiens dont les politiques financières et opérationnelles sont régies exclusivement ou conjointement par des principaux dirigeants de la Corporation. La Corporation conclut des opérations avec ces exportateurs canadiens dans le cadre normal des activités, et selon les mêmes modalités qui s'appliquent à des partis non liés de sorte que ces transactions représentent approximativement la juste valeur. Les transactions relatives aux contrats d'approvisionnement avec des exportateurs canadiens apparentés se sont établies comme suit :

	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Cascade Aerospace Inc.	2 899 \$	- \$	11 582 \$	- \$
Blue Drop Performance Learning Inc.	- \$	- \$	37 \$	- \$
Weatherhaven Global Resources Ltd	11 \$	- \$	11 \$	- \$

Les montants à recevoir de ces exportateurs canadiens et les montants qui leur sont dus incluent respectivement sous créances et créditeurs sont les suivants :

	31 décembre	31 mars
	2014	2014
Créances	3 \$	- \$

15. Garanties

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter de nombreux contrats conclus avec des clients étrangers et de veiller à ce que les conditions du contrat soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. La Corporation doit également exécuter des obligations contractuelles liées aux services d'approvisionnement à l'appui des programmes d'aide internationaux du gouvernement.

La valeur totale du portefeuille de contrats de maîtrise d'œuvre et opérations liées aux services d'approvisionnement qui restait à exécuter était la suivante :

	31 décembre 2014		31 mars 2014	
< 1 an	1 039 072	\$	999 286	\$
> 1 an et < 3 ans	1 063 966		453 860	
> 3 ans et < 5 ans	8 985 742		5 275 989	
> 5 ans	6 035 055		9 400 925	
Valeur totale du portefeuille de contrats	17 123 835	\$	16 130 060	\$

16. Engagements

Le 26 septembre 2014, la Direction a exercé son droit de mettre fin à son bail courant de 15 ans visant la location d'espaces de bureaux à compter du 30 septembre 2015.

En novembre 2014, dans le but d'atteindre des objectifs de réduction des coûts à l'avenir, la Corporation a signé un nouveau bail de 15 ans visant la location de nouveaux espaces de bureaux qui prendra fin en novembre 2031.

La Direction a exercé ses meilleures estimations pour comptabiliser les engagements futurs relatifs à la location assujettis à l'inflation conformément au contrat de location. La Direction utilise l'indice des prix à la consommation (IPC) pour estimer le taux d'inflation.

Les paiements minimums futurs par exercice relatifs à la location-exploitation des installations en date du 31 décembre 2014 sont les suivants :

	31 décembre		31 mars	
	2014		2014	
< 1 an	1 702	\$	1 961	\$
> 1 an et < 5 ans	4 704	\$	7 745	\$
> 5 ans	18 807	\$	2 952	\$